



LETTRE DES DÉPUTÉ.E.S COMMUNISTES

et des député.e.s des Outre-mer membres du groupe GDR

Dans la tempête, garder le cap

Les défaites cinglantes des élections européennes comme des élections législatives du camp présidentiel appelaient sans équivoque à une rupture avec la politique menée par Emmanuel Macron depuis 7 ans.

Pourtant, refusant la remise en question de sa politique en faveur des plus riches, qui place aujourd'hui le pays dans une situation budgétaire désastreuse, le Président de la République s'efforce de la poursuivre contre la volonté du peuple.

La composition du gouvernement Barnier confirme le déni de démocratie. Il est le résultat d'un marchandage qui fait cohabiter une majorité de ministres issus des rangs macronistes avec des ministres issus des LR, autres perdants des élections. Une priorité les réunit : que rien ne change ! Désormais le camp présidentiel et la droite convolent au grand jour, unis par leur projet libéral et anti-social, grâce à la neutralité bienveillante de l'extrême-droite.

Le défaut de légitimité de ce nouveau gouvernement ajoute la crise démocratique à la colère sociale grandissante, en France hexagonale et plus encore dans les Outre-mer.

En Kanaky Nouvelle-Calédonie, le choix irresponsable d'imposer le dégel du corps électoral a eu de terribles conséquences. Lors de nos journées parlementaires, notre collègue Emmanuel Tjibaou, nouveau député de Kanaky, a dénoncé un coup inacceptable porté au processus de décolonisation, symptôme de l'attitude coloniale du gouvernement.

En Martinique, la situation s'embrase également face à la hausse des prix. A l'initiative de Marcelin Nadeau, nous avons adressé au Premier ministre un courrier réclamant un certain nombre de mesures concrètes, destinées à faire baisser immédiatement les prix des biens indispensables aux Martiniquais. Nous ne sommes pas dupes sur le poids des industriels

dans cette situation et la logique de colonialité qui la sous-tend. Une réactivation des grandes négociations sous l'égide des représentants de l'État, des forces syndicales et consoméristes, comme des acteurs présents du mouvement social sur les territoires doit être engagée immédiatement.

Enfin, nos pensées sont tournées vers Gaza et le Liban où des civils continuent de payer de leur vie la politique sanguinaire de Netanyahu et de son gouvernement d'extrême-droite.

Dans cette période cruellement tourmentée et cette nouvelle configuration parlementaire, nous nous inscrivons avec responsabilité dans la recherche de toutes les solutions permettant de faire face à ces situations de crise. Animés par les idées progressistes, de paix et de partage qui nous unissent, nous porterons haut ces valeurs.

 **André Chassaigne,**
Président du groupe de la Gauche
Démocrate et Républicaine



Déclaration du groupe de la Gauche démocrate et républicaine

Notre déclaration politique de groupe a été remise à la présidence de l'Assemblée nationale le 18 juillet dernier. Celle-ci sert de fondement à l'identité de notre groupe, à nos objectifs communs et à nos actions.

La dissolution brutale décidée par Emmanuel Macron a ouvert une période d'incertitude politique et d'instabilité institutionnelle. À l'issue des élections législatives anticipées, aucune famille politique n'a pu obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale. La coalition présidentielle a été défaite et l'extrême droite renforcée. La gauche, réunie au sein du Nouveau Front Populaire, est désormais la force qui compte le plus grand nombre de député.e.s élu.e.s. Le groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine prendra toute sa place au sein du Nouveau Front Populaire pour ne pas décevoir l'attente exprimée par les Français.e.s dans cette situation inédite.

Les député.e.s de France continentale et des territoires dits d'Outre-mer, signataires de la présente déclaration, constituent un groupe afin de bénéficier des droits qui y sont associés et garantir les moyens d'action et d'expression de chacun de ses membres.

Le groupe comprend deux composantes :

- les député.e.s communistes et de la Gauche Républicaine et Socialiste
- des député.e.s de Guyane, de Kanaky-Nouvelle Calédonie, de La Réunion, de Martinique et de Polynésie.

Les député.e.s du groupe de la

Gauche Démocrate et Républicaine auront à cœur non seulement de faire vivre le débat parlementaire mais aussi de répondre à l'exigence de renouvellement des pratiques démocratiques exprimée par nos concitoyens lors du scrutin législatif. Chaque membre du groupe aura vocation à s'exprimer, en toute indépendance, à l'Assemblée nationale, au sein de la gauche issue du Nouveau Front Populaire.

L'ampleur de la pauvreté, de la précarité et des inégalités sociales, aggravées par la politique menée par Emmanuel Macron depuis 2017, impose une action résolue et orientée prioritairement vers nos concitoyen-ne-s qui souffrent le plus et vers les territoires les plus fragiles.

Notre groupe est celui qui compte le plus de député.e.s des territoires dits d'Outre-mer, lesquels subissent de plein fouet la cherté de la vie, les taux de chômage les plus importants et où les retraités perçoivent les pensions les plus faibles.

Notre vigilance sera totale afin que soient prises les mesures pour répondre à leurs difficultés. Nous veillerons également à ce que les politiques publiques mises en œuvre soient au service de leur développement.

La politique économique a privilégié les détenteurs de capitaux



et s'est avérée structurellement défavorable aux salarié.e.s. Elle n'a pas non plus été à la hauteur des engagements climatiques de la France. Les députés GDR soutiendront la politique de la demande par une hausse des salaires permettant de garantir le « pouvoir de vivre » de nos concitoyen.n.e.s. De même, comme l'exige l'urgence climatique et environnementale, nous serons à l'avant-garde des mesures fortes et des investissements en faveur de la transition énergétique et de la protection de la biodiversité terrestre et maritime.

L'inégalité d'accès aux services publics ainsi que leur mise sous tutelle par l'austérité et la mise en concurrence au niveau européen mettent en péril la promesse républicaine. Nous prônons l'unité d'action pour placer à nouveau nos services publics, particulièrement l'école et la santé, sous le signe de l'égalité et la qualité pour tous les usagers, quelle que soit leur appartenance sociale ou territoriale.

Nous veillerons à ce que tous les textes législatifs prennent systématiquement en compte, tant à

l'échelle nationale qu'au niveau européen, la réalité de chaque territoire dit d'Outre-mer ainsi que le prévoit le Programme du Nouveau Front Populaire.

Nous défendrons l'emploi de qualité, les droits des salarié.e.s et l'expression syndicale. Notre engagement politique sera sous-tendu par une volonté constante de promouvoir la justice et la cohésion sociale, de lutter contre l'extrême droite, les discriminations et les projets xénophobes. Nous nous engageons en faveur de l'indispensable réorientation des politiques européennes.

Nous aurons à cœur de tout faire pour retisser un lien de confiance entre les femmes et hommes politiques avec les citoyen.n.e.s, socle important de notre démocratie.

Combattre le racisme sous toutes ses formes et agir résolument contre toutes les discriminations seront des priorités des député.e-s du groupe de la Gauche Démocrate et Républicaine. Notre action s'inscrit résolument dans le respect des territoires, des identités et des peuples.

Promouvoir l'égalité réelle entre les femmes et les hommes impose des changements sociétaux radicaux pour mettre fin au patriarcat et aux violences sexistes et sexuelles dont les femmes sont victimes. Les député.e-s de notre groupe en sont convaincu.e.s et porteront cette exigence avec détermination.

Construire la Paix et la sécurité internationale dans le respect de la liberté des peuples sera notre seul horizon à l'échelle du monde.

« Fidèles à leurs principes, les député.e.s du groupe GDR se rassemblent autour des valeurs de la République »

Fidèles à leurs principes, les député.e.s du groupe GDR se rassemblent autour des valeurs de la République : Liberté, Égalité, Fraternité, laïcité. Ils seront également garants du respect du droit à l'auto-détermination des peuples. Plus que jamais l'expression de leurs sensibilités politiques diverses est un atout et une richesse au service de leurs concitoyen.n.e.s et de la réussite du projet de société de la gauche. Leur liberté de vote est garantie.

Nous appelons le Président de la République à respecter la volonté du peuple français et à nommer un Premier ministre ou une Première ministre désigné par le Nouveau Front Populaire. Tant qu'il ne l'aura pas fait, notre groupe se constituera en tant que groupe d'opposition. ♦

Barnier : un Premier ministre sur une ligne de crête

Le 1^{er} octobre, le Premier Ministre a prononcé son discours de politique générale, sans que le vote de confiance ait été sollicité. Un discours lénifiant auquel André Chassaigne a répondu de manière offensive et déterminée.

Le soir de la défaite cuisante du parti présidentiel aux élections européennes, le Président Macron a décidé de dissoudre notre Assemblée. Après avoir plongé le pays dans la plus grande inquiétude, il s'est réjoui du « mouvement de clarification » qu'apporteraient les élections législatives.

COMPLICE D'UN HOLD-UP ÉLECTORAL

La réponse des électeurs a été on ne peut plus claire : 80 % d'entre eux ont rejeté la politique présidentielle dès le premier tour. Près des 2/3 se sont ensuite mobilisés au second tour pour faire barrage à l'extrême droite. Ils ont, enfin, désigné les députés du Nouveau Front populaire comme la première force de cet hémicycle, celle donc, appelée à diriger un Gouvernement. Malgré cela, le Président Macron - recherchant un auteur pour continuer à écrire sa propre histoire - a au final désigné Michel Barnier à la tête d'un Gouvernement composé principalement d'élus issus des Républicains, sa formation politique, et de la coalition présidentielle. Un gouvernement qui réunit les principaux perdants de l'élection et représente toutes les nuances de droites : libérales, conservatrices et autoritaires. Trois mois plus tard, ce gouvernement incarne la triple clarification Elyséenne : concernant le profond irrespect du président de



© European People's party

la République pour la démocratie ; concernant les alliés qu'il s'est choisis pour poursuivre son programme politique ; concernant la volonté de l'extrême droite de ne pas entraver ce programme.

LA POURSUITE DE LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

Première satisfaction pour cette dernière : le Premier ministre renforce la politique d'austérité budgétaire dans le prochain projet de loi de finances. Si la France est dans une

situation désastreuse, c'est le fruit de 7 ans de désarmement fiscal qui nous prive annuellement de 62 milliards d'euros de recettes suite aux baisses d'impôts offertes aux plus aisés et aux grandes entreprises. Ces milliards n'ont jamais ruisselé et malgré l'échec cuisant de cette politique, Le Premier ministre s'apprête à nous rejouer la même rengaine car elle serait, selon son ministre de l'Économie et des finances, parmi les plus grandes réussites de ces 10 dernières années !

Ce ne sont pas les quelques gages de charité fiscale que Michel Barnier consentira, avec l'assentiment du Medef, qui permettront de compenser les effets de cette politique désastreuse. Ces gages ne constituent en rien des mesures pérennes de justice fiscale que les Français appellent de leurs vœux. Et ils ne masqueront pas les coupes claires, préparées depuis des mois, qui rendent inaccessibles les modestes ambitions affichées par le Premier ministre durant son discours. Son remède face à la dette aura des conséquences bien palpables avec une absence de moyens pour l'hôpital public et l'accès aux soins, pour faire face à la crise du logement, pour soutenir la réindustrialisation de notre pays, pour permettre à nos agriculteurs de faire face aux crises qui les mettent à terre, pour développer le transport ferroviaire et les transports pour tous dans le respect de l'environnement...

Avec aussi un abandon de toute am-

bition dans la lutte contre les effets du dérèglement climatique et une diminution drastique des moyens pour nos territoires dits d'outre-mer qui ne pourra qu'aggraver à la crise économique et sociale qui les gangrène. Le gouvernement Barnier va également

poursuivre l'agenda présidentiel qui conduit au naufrage de l'école publique. Face aux personnels qui se sentent délaissés, face aux inégalités qui s'aggravent dans les salles de cours, face à la chute vertigineuse de performance de notre système édu-

catif au niveau mondial, le gouvernement Barnier n'a rien à proposer.

Et tout cela grâce à la complicité de l'extrême droite qui donne quitus au Premier ministre pour continuer à ronger la charpente de l'État social jusqu'à son effondrement irréparable. La même qui applaudit aux propos du ministre de l'Intérieur égrenant ses priorités ou remettant en cause notre État de droit. L'État de droit n'est pas une option. Que le Premier ministre ne l'ait pas rappelé avec promptitude et fermeté augure du pire pour notre édifice démocratique... « *Qu'êtes-vous encore prêt à sacrifier de notre République en échange de la neutralité bienveillante de l'extrême droite ?* »

LE TRIOMPHE DES INSÉCURITÉS

Ce gouvernement sera celui du triomphe des insécurités. D'abord, l'insécurité économique et sociale. Aucune mesure n'est, en effet, prévue dans la feuille de route du gouver-

« Nous nous opposons radicalement à la poursuite de la politique d'austérité néolibérale et autoritaire que s'apprête à conduire ce gouvernement. »

nement pour sécuriser les conditions de vie et pour répondre à l'angoisse quotidienne de la précarité qui touche une partie grandissante des Français, au premier rang desquels les travailleurs précaires ou pauvres, les jeunes, les retraités, les familles monoparentales, les ménages les plus vulnérables qui ne peuvent se projeter dans l'avenir faute de perspective économique et financière stable.

Ce gouvernement sera aussi celui de l'insécurité géopolitique. Alors que

des guerres bouleversent l'ordre du monde, que l'urgence est à l'action pour la paix, la France persiste à préféré le bruit des bottes au bruissement des ailes des colombes. Sa complaisance coupable à l'égard du gouvernement d'extrême-droite israélien met en danger la sécurité internationale. Après avoir abandonné le peuple palestinien aux bombes, la France abandonne aujourd'hui le peuple libanais, malgré l'accord de défense qui la lie à ce pays frère. La politique humanitaire n'y suffira pas, il faut des décisions politiques et diplomatiques fermes.

Gouvernement, enfin, de l'insécurité institutionnelle qui a confié sa durée de vie à l'extrême droite sans mesurer les effets d'une telle forfaiture démocratique sur les prochains scrutins. Insécurité institutionnelle installée également en Kanaky - Nouvelle Calédonie et déclenchant des émeutes sanglantes. La décision du Premier ministre de ne pas soumettre le dégel du corps électoral au Congrès est un premier geste d'apaisement. Mais nous l'attendons désormais pour accompagner son redressement économique et social.

« *Monsieur le Premier Ministre, votre potion à base d'injustice, d'insécurité, d'instabilité est vraiment trop amère. Jamais nous ne troquons notre démocratie contre votre démocratie !* » Nous nous opposons radicalement à la poursuite de la politique d'austérité néolibérale et autoritaire que s'apprête à conduire ce gouvernement. Nous combattons, avec détermination, le sabotage méthodique de notre État de droit et des valeurs qui ont fait la grandeur de notre République : indivisible, laïque, démocratique et sociale. ♦



Journée d'études des parlementaires communistes, ultramarins, républicains, citoyens et écologistes

Le 19 septembre, les députés du groupe GDR accueillent au Palais-Bourbon leurs collègues sénateurs du groupe CRCE-K pour les traditionnelles journées parlementaires. L'occasion d'échanges particulièrement riches, en présence d'intervenants de choix.

LA RENTRÉE POLITIQUE ET LA STRATÉGIE PARLEMENTAIRE FACE À LA NOUVELLE CONFIGURATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Emeline K/Bidi, co-présidente du groupe GDR, a rappelé en ouverture des travaux combien cette session débutait dans une configuration politique inédite. Elle est revenue sur les résultats des dernières élections législatives qui auraient dû conduire le Président de la République à nommer à Matignon

Lucie Castets, désignée par le NFP arrivé en tête du scrutin. Mais c'est dans l'irrespect le plus absolu des Français qu'il a choisi de nommer Michel Barnier issu d'un parti très minoritaire. Puis dans un second temps, le débat s'est concentré sur les prochaines échéances parlementaires, parmi lesquelles le projet de loi de finances et l'abrogation de la réforme des retraites portée par le Rassemblement national dans le cadre de sa « niche parlementaire ». Sur ce dernier point, chacun s'est accordé à dénoncer le piège tendu par le RN et son insincérité en la matière.

LA SITUATION INSTITUTIONNELLE EN NOUVELLE-CALÉDONIE



La matinée s'est terminée avec les parlementaires kanaks qui ont témoigné des événements dramatiques qui se déroulent actuellement en Nouvelle-Calédonie. Ils ont affirmé de concert qu'il fallait répondre aux urgences autrement que par la répression. Pour eux, cette répression est avant tout une opération qui vise à mater le peuple kanak. 3000 personnes sont sous le coup d'une procédure judiciaire. Et plusieurs prisonniers politiques ont été déportés dans l'hexagone. Une mesure aux relents coloniaux qui vise à éloigner les responsables indépendantistes de la Nouvelle-Calédonie, et à les isoler. La priorité est de re-

tirer le texte de la réforme constitutionnelle sur le dégel du corps électoral. Ce serait inconscient de ne pas le faire.

FACE À LA CRISE INSTITUTIONNELLE ET POLITIQUE : QUELLES PROPOSITIONS ?



Lors des travaux de l'après-midi, nous avons eu un débat sur la crise institutionnelle et démocratique. Benjamin Morel, constitutionnaliste et maître de conférences en droit public, nous a livré son analyse de la situation. Il a notamment rappelé que la V^e République est bel et bien un régime parlementaire. Le présidentielisme tel qu'on le connaît aujourd'hui est donc un fait politique et non juridique. Selon lui, la crise démocratique actuelle est due à un présidentielisme qui

ne veut pas mourir. Pour contrer cette dérive, plusieurs hypothèses ont été avancées : une réforme constitutionnelle, la destitution du Président de la République, le référendum d'initiative citoyenne, une VI^e République, ou encore le scrutin proportionnel qui pourrait faciliter la remise de la V^e République sur les rails d'un régime parlementaire.

L'INSÉCURITÉ SOCIALE OU L'AVENIR CONFISQUÉ

L'après-midi de cette journée a également été l'occasion d'avoir une réflexion sur le thème de l'in-

sécurité sociale avec l'intervention de Nicolas Duvoux, professeur de sociologie et Président du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. En France, le différentiel de sécurité entre les possédants et ceux qui vivent au jour le jour est de plus en plus important. Pour les uns, il y aurait un avenir maîtrisé et pour les autres, un avenir confisqué. Pour le sociologue, cette insécurité constitue un terreau beaucoup plus large, et plus diffus, que la pauvreté. Très argumenté, le débat a permis d'élargir notre analyse de la crise sociale qui a conduit de trop nombreux électeurs à se tourner vers le Rassemblement national. ♦





DÉPUTÉ.E.S COMMUNISTES

Edouard BENARD
député de Seine-Maritime



- né le 18 février 1995
- collaborateur d'état
- membre de la commission de la défense

Soumya BOUROUAHA
députée de Seine-Saint-Denis



- née le 16 mars 1964
- professeure
- membre de la commission des affaires culturelles

Elsa FAUCILLON
députée des Hauts-de-Seine



- née le 6 août 1981
- employée du secteur privé
- membre de la commission des lois

Jean-Paul LECOQ
député de Seine-Maritime



- né le 13 octobre 1958
- fonctionnaire de catégorie B
- membre de la commission des affaires étrangères

Yannick MONNET
député de l'Allier



- né le 7 octobre 1975
- cadre de la fonction publique
- membre de la commission des affaires sociales

Stéphane PEU
député de Seine-Saint-Denis



- né le 24 juillet 1962
- employé
- membre de la commission des affaires économiques

Nicolas SANSU
député du Cher



- né le 17 juin 1968
- permanent politique
- membre de la commission des finances

André CHASSAIGNE
Coprésident de groupe
député du Puy-de-Dôme



- né le 2 juillet 1950
- retraité de l'Éducation nationale
- membre de la commission des affaires économiques

Emmanuel MAUREL
député GRS de l'Oise



- né le 10 mai 1973
- professeur
- membre Commission des finances

DÉPUTÉ.E.S ULTRAMARINS PROGRESSISTES

Jean-Victor CASTOR
député de Guyane



- né le 21 avril 1962
- cadre technique d'entreprise
- membre de la commission du développement durable

Emeline K/BIDI
Coprésidente du groupe
députée de la Réunion



- née le 13 mai 1987
- avocate
- membre de la commission des lois

Karine LEBON
députée de la Réunion



- née le 9 juin 1985
- professeure des écoles
- membre de la commission des affaires sociales

Frédéric MAILLOT
député de la Réunion



- né le 15 novembre 1986
- intervenant social
- membre de la commission des affaires culturelles

Marcellin NADEAU
député de la Martinique



- né le 2 novembre 1962
- cadre de la fonction publique
- membre de la commission du développement durable

Mereana Reid-Arbelot
députée de Polynésie



- née le 12 septembre 1970
- ingénieure en chef du contrôle de la navigation aérienne
- membre de la commission de la défense

Davy RIMANE
députée de Guyane



- né le 15 décembre 1979
- technicien
- membre de la commission des affaires étrangères

Emmanuel TJIBAOU
député de Nouvelle-Calédonie



- né le 17 mars 1976
- cadre de la fonction publique
- membre de la commission des finances